



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2024/26092024/5

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240926-2609202490-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/10/2024

Publication : 03/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 26 septembre 2024 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI, ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Marie DESBORDES, ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD,
Madame Marie-Françoise MARCASSIN, ayant donné pouvoir à Madame LELAIT Martine
Madame Félicie RENON, ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI
Monsieur Jean- Pierre TRÉDET, ayant donné pouvoir à, Madame Hortense HECTOR
Madame Mireille VACHE-PICAT, ayant donné pouvoir à Madame Béatrice BOCHET

Était excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 septembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

5 DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET S.S.I.A.D.

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative a pour objet de reprendre le résultat de fonctionnement 2022 et de reporter le résultat d'investissement 2023 au budget 2024 du Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.) mais aussi d'ajuster et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2023 lors du vote du budget initial 2024.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 1 557 311 € soit +89 335 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : +30 375,65 €

- Reprise du résultat d'exploitation excédentaire de l'année 2022 comme indiqué dans le rapport A.R.S. L'affectation définitive du résultat de fonctionnement de l'exercice N-2 fait l'objet d'une délibération distincte.

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 € soit +43 600 €

- En raison de la réforme de la tarification des Services de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.) toujours en cours, l'A.R.S. ne pourra pas communiquer la dotation globale prévisionnelle pour l'exercice 2024 avant la fin d'année. La prévision d'augmentation se base sur l'augmentation constatée entre les exercices 2022 et 2023. La tarification se base dorénavant sur une partie fixe liée au nombre de places et sur une partie variable liée aux types de patients traités.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 66 859,35 € soit +15 359,35 €

- Augmentation de la prévision des recettes de l'assurance statutaire, en raison de l'absentéisme constaté sur certains postes.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 000 € soit +2 400 €

- Augmentation des crédits liés à la prise en charge des frais de déplacement, selon les dispositions du règlement Ville/C.C.A.S. augmentant la part employeur adopté au début du 2^{ème} trimestre (+1,4 K€).
- Ajustement concernant l'achat de petites fournitures médicales, gants et masques de protection (+1 K€).

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 433 218 € soit +88 600 €

- Les patients pris en charge par le S.S.I.A.D. sont libres de choisir, pour des soins infirmiers, soit les infirmières salariées du S.S.I.A.D., soit des infirmières libérales conventionnées avec le S.S.I.A.D. Dans ce 2^{ème} cas le S.S.I.A.D. règle leurs honoraires aux infirmiers libéraux sur son budget propre, grâce à la dotation globale de fonctionnement, qui inclut ces prestations. Pour 2024, le budget alloué aux honoraires des libéraux doit être augmenté à 150 K€ (+50K€ par rapport au budget primitif).
- Selon l'exécution constatée au 1^{er} semestre, une enveloppe supplémentaire de 38,6 K€ est inscrite au présent chapitre afin d'assurer le paiement des traitements et des charges sociales du personnel.

DÉLIBÉRATIONS

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 91 093 € soit -1 665 €

- Le coût de l'assurance statutaire des personnels du S.S.I.A.D. est inférieur de 1,6K€ au montant inscrit au budget primitif. La somme de 1 665 € peut être retranchée de la prévision initiale.

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 8 108 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles inchangées.

Investissement : 62 144,82 € soit +54 036,82 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : +54 036,82 €

- Reprise du résultat de la section d'investissement 2023.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 8 108 € (inchangé)

- Amortissements des immobilisations inchangé.

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 € soit +30 000 €

- Positionnement de +30 K€ pour permettre au S.S.I.A.D. d'acquérir un nouveau logiciel de gestion des soins, le logiciel Mahido.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 27 144,82 € soit +24 036,82 €

- Achat de mobiliers, de matériels informatiques, et de matériels amortissables divers.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2022 du S.S.I.A.D.,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 557 311 € soit +89 335 €.

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : +30 375,65 €

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 € soit +43 600 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 66 859,35 € soit +15 359,35 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 000 € soit +2 400 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 433 218 € soit +88 600 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 91 093 € soit -1 665 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 8 108 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 62 144,82 € soit +54 036,82 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : +54 036,82 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 8 108 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 € soit +30 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 27 144,82 € soit +24 036,82 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.